

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTÉRIEURE	2
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
1.1.1	<i>Préparation de l'élection présidentielle du 3 décembre</i>	3
1.1.1.1	Organisation des élections : financement, supervision, code et liste électorale	3
1.1.1.2	Candidats et pré-campagne électorale.....	10
1.1.2	<i>Opposition</i>	14
1.1.3	<i>Présidence et majorité présidentielle</i>	16
1.1.4	<i>Relations Églises-État</i>	17
1.2	« BONNE GOUVERNANCE », LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	18
2	DROITS HUMAINS	19
3	ÉDUCATION	22
4	PRISONS.....	22
5	COOPERATION.....	22
6	DIPLOMATIE : RELATIONS FRANCO-MALGACHES	23
7	ÉCONOMIE.....	23
7.1	BANQUE MONDIALE, FMI, FAO	23
7.2	SITUATION ECONOMIQUE, PROBLEMES ENERGETIQUES	24
8	SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES.....	26

1 POLITIQUE INTÉRIEURE

1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

« *La Communauté internationale prend au sérieux les risques d'une crise politique à venir* » selon le Président du Club Développement et Éthique : selon lui, l'absence de discours politique crédible explique *la résurgence du discours ethnique*. Le danger guette quand l'argent roi devient le meilleur projet de société et que, *les discours fascisants de race, d'ethnie et de caste sont véhiculés pour des jeux de pouvoir*. En outre, *la confusion entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel* conduit à des dérives politiques et à l'intolérance. La notion de Bonne Gouvernance semble dévier. Par exemple, le Conseil National pour la Participation Citoyenne doit être un vrai organe de contre-pouvoir et non un instrument du régime pour utiliser légalement des fonds publics afin de contrôler les journalistes, la société civile, à travers des stages, des formations, divers équipements, etc. *Les armes distribuées aux partisans des deux camps durant la crise 2002* contribuent à l'insécurité généralisée du pays. La Communauté internationale prend au sérieux les risques d'une crise politique violente à venir. En effet, Madagascar est le seul pays africain non en guerre où s'implique directement l'ONU pour favoriser une élection libre et démocratique. L'expérience internationale démontre en effet que *l'existence prouvée de minerais et/ou de pétrole est source de guerre* et n'a jamais eu d'impact sur le développement du pays producteur. Pour conclure, *l'absence de dialogue crédible et constructif* entre le pouvoir et l'opposition crée une psychose de déstabilisation permanente préjudiciable au pays. (D'après Midi du 04/09/2006)

L'association « *Zanak'Imerina* » (natifs de l'Imerina) vient d'apparaître au grand jour, sous la conduite du fondateur, l'ancien chef de province d'Antananarivo, Rolland Ramahatra. Nous sommes décidément à une époque où l'origine ethnique et l'appartenance tribale sont exhibées bruyamment. La Révolution socialiste avait du bon. La mention des ethnies et des tribus y était bannie, d'abord pour révolutionner les mentalités, ensuite car toutes les composantes de la nation devaient dans l'unité tendre vers un objectif : l'édification d'une société socialiste. Actuellement, on *agite abondamment les ethnies, les tribus, les castes et tout ce qui contribue à la division*. Et même si on est dans une république, on sort des tiroirs des « *princes* » et des « *princesses* ». On fait aussi grand cas des « *nobles* » même si leur représentant le plus illustre, actuellement au pouvoir, ne fait pas des étincelles... (D'après La Gazette du 06/09/2006)

Actes de déstabilisation : le Ministre Razakanirina dénonce. Depuis deux mois, on connaît une série d'actes tendant à troubler l'opinion publique : évasions en série de prisonniers réputés dangereux dans 4 prisons, des palais de justice incendiés et cambriolés, des jets de grenade et, dernièrement, des coups de feu sur l'avion présidentiel. *Pour le Secrétaire d'État chargé de la Sécurité Publique, Victor Razakanirina, il n'y a aucun doute : ce sont des actes politiques coordonnés.* "L'approche des élections du 3 décembre amène certains individus à se lancer dans de telles pratiques afin de faire monter la pression et comme par hasard les actes de banditisme augmentent". (D'après Le Quotidien du 06/09/2006)

Attentats à la grenade à la Hcc : 3 « réservistes » arrêtés. Moins d'un mois après l'attentat à la grenade contre le siège de la Haute cour constitutionnelle, la police a mis la main sur 3 anciens « *réservistes* ». Ils sont accusés d'atteinte à la sûreté de l'État. Marson Lemiasa, président de l'Association des réservistes et des pacificateurs de Madagascar (Arepam) laisse

entendre *que tous les ex-"réservistes" ne sont pas tous sous son contrôle*. "Il est difficile d'assurer l'appartenance de tous les ex-réservistes. Nous sommes partagés entre trois tendances : il y a ceux qui sont avec moi, dans le camp de l'opposition. Il y a également ceux qui continuent de soutenir le régime. Il ne faut pas oublier non plus qu'il y a une catégorie intermédiaire et qui monnaie sa position", certifie-t-il. Du côté de l'opposition, c'est également la prudence. "Les deux hypothèses d'une opération orchestrée soit par le pouvoir soit par l'opposition sont toutes plausibles", argumente José Rakotomavo, un des dirigeants des Trois forces nationales. (D'après L'Express du 12/09/2006)

Le président du « Zatovo, » groupement de jeunes miliciens pro-ratsirakistes lors de crise 2002 fait la grève de la faim : «Henri Rakotomalala est actuellement dans un état critique ! », d'après ses proches qui ont saisi la presse. Il continue à croupir à la maison centrale d'Antanimora mais a dû être évacué à l'hôpital. Il est le seul du clan à rester encore en prison, ses autres compères de Toamasina ayant déjà été libérés. « Outre les jugements par défaut qui l'ont frappés, l'arrêt de 10 ans de travaux forcés, prononcés par la Cour criminelle en son contre, a trait à un dossier pénal qui a déjà été jugé à Toamasina », ont révélé ses proches. Cette affaire serait encore en suspens, depuis plus d'un an, par devant la Cour de cassation. Les mêmes interlocuteurs ont affirmé qu'il n'avait fait qu'exécuter les ordres qu'il avait reçus durant cette crise post-électorale. Ses commanditaires ont pourtant pu bénéficier d'un élargissement qu'on lui refuse. Ils ont révélé que « l'un de ses grands patrons, de surcroît bailleur de fonds des menées des pro-Ratsiraka de 2002, est actuellement conseiller technique de Marc Ravalomanana ». (D'après La Gazette du 07/09/2006)

Un comité de soutien pour la démocratie à Madagascar vient d'être mis en place en France. Composé de quelques personnalités françaises, il vient d'adresser une lettre à Abdou Diouf, secrétaire général de l'organisation internationale de la Francophonie (OIT), avec copies au président Jacques Chirac et celui de l'union africaine. Ce courrier réclame que le président Ravalomanana concède à prendre, avant début octobre, *une ordonnance portant amnistie générale*. Une missive qui, en outre, demande à ce *que tous les prisonniers politiques soient libérés avant cette élection du 3 décembre et que le bulletin unique soit adopté*. (D'après La Gazette du 25/09/2006)

L'ancien gouverneur Lahady Samuel libéré : condamné à 5 ans de prison ferme suite aux événements de 2001-2002, l'homme, aujourd'hui presque octogénaire, vient de purger sa peine. L'ancien gouverneur de la province de Toamasina a recouvré sa liberté le 18 septembre. Il vient de purger 5 ans d'emprisonnement ferme. Il était *le dernier gouverneur à rester en prison* alors que ses homologues de Fianarantsoa et Mahajanga ont été élargis depuis deux ans. Tous trois ont été accusés de rébellion et d'atteinte à la sûreté de l'État tandis que deux autres gouverneurs, celui d'Antsiranana et de Toliara n'ont jamais été inquiétés. Ils vivent en exil à l'étranger et n'ont pas fait l'objet de demande d'extradition. Lahady Samuel compte se rendre à Paris pour des traitements médicaux. (D'après Midi du 25/09/2006)

1.1.1 Préparation de l'élection présidentielle du 3 décembre

1.1.1.1 Organisation des élections : financement, supervision, code et liste électoral

Démission réclamée de Ravalomanana : des parlementaires de l'opposition demandent la démission du président de la République si la date de l'élection présidentielle est maintenue pour le 3 décembre. En vertu de la Constitution, *l'organisation du scrutin à cette date équivaut à une élection anticipée, auquel cas le président en exercice doit démissionner* avant

de pouvoir se présenter. *"Le président de la République, n'ayant pas le droit de raccourcir un mandat constitutionnel, Marc Ravalomanana doit démissionner pour pouvoir organiser une élection présidentielle avant le terme constitutionnel et se représenter"*, ont-ils affirmé. Afin de justifier leur demande, les parlementaires signataires de cette demande de démission du Président de la République se réfèrent aux arguments du Professeur Charles Cadoux, ancien Doyen de la Faculté de Droit d'Antananarivo. C'était à propos de l'élection présidentielle avancée en 1965 au lieu de 1966. (D'après L'Express du 04/09/2006)

Aucune opposition du Tim. Contrairement aux appréhensions de l'opposition, les membres du Tim admettent qu'ils ne feront pas opposition à cette démission si la Constitution l'exige. Mahafaritsy Samuel, président de l'Assemblée nationale : *« A mon avis, la question ne devrait même pas se poser. Un texte est prévu pour régir cette élection et nous sommes prêts à nous conformer à ce qui y est inscrit »*. (D'après La Gazette du 05/09/2006)

Exigence rayée de la Constitution : très peu de chances de voir Marc Ravalomanana démissionner à la veille de l'élection présidentielle, conformément aux vœux de 7 parlementaires d'opposition. En effet, *la clause qui oblige le président de la République « en exercice » à résilier ses fonctions « à la veille de la campagne électorale » n'existe plus dans la Constitution*. Elle figurait dans le texte fondamental conçu par les Forces Vives et adopté au référendum de 1992. Puis elle fut éliminée lors du référendum de 1998 organisé à l'initiative de l'amiral Didier Ratsiraka. Quant à la démission fondée sur la polémique entre les deux dates d'investiture, il est peu probable que la HCC se déjuge et se prononce pour le 6 mai après avoir opté dans un premier temps pour le 22 février. (D'après La Gazette du 06/09/2006)

Demande de report de l'élection présidentielle : la pression s'accroît. Au départ, *l'ajournement était réclamé par la seule opposition* qui, en sus, exigeait un gouvernement de transition, une amnistie pour les détenus politiques et la révision du code électoral. On pensait qu'il s'agissait de la revendication d'un intérêt politique *« égoïste »*, et l'initiative n'avait guère attiré l'attention du public. *Au fil du temps, des avis autorisés se sont élevés, réclamant le report soit par crainte d'un chaos pire que celui de 2002, soit au nom du respect des dispositions constitutionnelles*. On notera la voix du Sefafi qui s'appuyant sur la Constitution avait estimé que le scrutin présidentiel devrait être fixé *« entre le 6 mars et le 6 avril 2007 »*. Le Cnoe-Kmf de son côté pense introduire *un projet de révision du code électoral* à l'Assemblée nationale, et n'est donc pas favorable à la tenue de l'élection avant cette opération. Des points de vue individuels se manifestèrent ensuite et grossirent les rangs des partisans de l'ajournement, du professeur de droit constitutionnel Jean Éric Rakotoarisoa à l'ambassadeur d'Allemagne Wolfgang Moser. Constitué au cours de ces dernières semaines, le *«groupe d'Ankerana»* qui rassemble quelques personnalités qui ont déjà été au pouvoir à leur époque respective, vient de prendre position pour *un report de l'élection, afin de ne rien laisser au hasard dans son organisation*. (D'après La Gazette et Les Nouvelles du 20/09/2006)

La caution à la candidature maintenue à 25 millions Ar : Le montant de la caution exigée des candidats à l'élection présidentielle reste identique à celui de la dernière consultation populaire du 16 décembre 2001. (D'après L'Express du 07/09/2006)

Financement des campagnes : aucun plafonnement. Visiblement, les candidats engagés à la prochaine élection présidentielle prendront tous les moyens pour séduire les électeurs. Comme à l'accoutumée, des milliards d'ariary seront affectés au financement des campagnes des candidats. *L'égalité de chance en est totalement faussée. Malgré les propositions de quelques entités* politiques et associations, comme le Cnoe, de limiter le budget alloué à la

campagne électorale et de jouer la transparence sur le compte de la campagne, *aucune disposition n'a été prise*. Des candidats ont déjà lancé des défis sur les moyens utilisés. *On chuchote qu'il existe des conventions secrètes entre les candidats et leurs bailleurs de fonds occultes*. En conséquence, l'économie nationale est devenue l'otage des bailleurs après la victoire de leur candidat. (D'après Tribune du 15/09/2006)

La Norvège octroie 2 milliards Ar : la caisse qui doit récolter les fonds nécessaires à l'organisation de l'élection présidentielle du 3 décembre se remplit. Le budget devrait bientôt être bouclé. La communauté internationale a déjà assuré d'autres aides pour compléter le budget électoral. "Des partenaires de Madagascar vont encore se manifester", a promis Bourri Sanhouidi, coordonnateur résident du Système des Nations unies et gestionnaire du fond. Au départ, le gouvernement a estimé à près de 24 milliards Ar le coût total de l'opération. Il a demandé une aide de 14,5 milliards Ar à la communauté internationale pour la financer. (D'après L'Express du 08/09/2006)

Japon : appui à l'organisation de l'élection présidentielle. Le gouvernement japonais a accordé un crédit de 1,2 millions de dollars pour l'organisation équitable et transparente de la prochaine élection présidentielle, conformément à demande présentée par le gouvernement malgache. (D'après La Gazette du 20/09/2006)

L'Allemagne enverra ses observateurs : comme les autres pays en coopération avec Madagascar, l'Allemagne enverra bientôt ses observateurs pour les présidentielles du 3 décembre. Ce qui démontre encore une fois l'importance que la communauté internationale, en particulier l'Ue, dont la présidence est actuellement assurée par l'Allemagne, apporte à l'organisation de cette élection de tous les dangers, selon la conviction de la plupart des opposants. (D'après Tribune du 13/09/2006)

La Suisse et le Cnoe préparent les communes rurales à la présidentielle : le Comité national pour l'observation des élections (Cnoe) et la coopération suisse déclenchent le débat électoral au niveau des communes rurales, par le canal des radios locales. Cela, grâce à une émission intitulée : «*citoyen responsable, garantie du développement*». Les animateurs traiteront tous les thèmes qui concernent de près ou de loin les élections présidentielles. Les auditeurs pourront donner leur avis, partager leurs expériences et même témoigner. (D'après Les Nouvelles du 20/09/2006)

Les États-Unis contribuent à hauteur de 1,1 million de dollars pour l'élection du 3 décembre : ce fonds servira à former des observateurs chargés de veiller au bon déroulement du scrutin. (D'après Les Nouvelles du 22/09/2006)

Une dizaine de volontaires des Nations Unies sont déjà là pour les élections : le Pnud n'envisage pas d'avoir des observateurs en vue de l'élection présidentielle du 3 décembre. Par contre, certains membres de Onu ont l'intention d'en envoyer au titre des volontaires qui travaillent au sein des différents organismes du système des Nations Unies. Ceux qui sont déjà arrivés s'attellent à la vérification des listes électorales et de leur informatisation. (D'après La Gazette du 05/09/2006)

Comme en 2001, le Ffkm compte suivre le déroulement du scrutin du 3 décembre. Malgré le pessimisme des uns et les réticences des autres, *le Ffkm n'a pas mis une croix sur son projet de code électoral*. Des exemplaires ont été distribués à toutes les Institutions ainsi qu'aux différents groupes parlementaires. C'est dire que Ffkm ne désespère pas de voir son projet recevoir la bénédiction du pouvoir ; à défaut, le partenariat Etat-Eglise clamé urbi et

orbi, serait à sens unique. Il va par ailleurs *tenter de couvrir la majeure partie des 16.493 bureaux de vote éparpillés à travers le pays*. Pour ce faire, il est en train de *rechercher des financements*, mais il n'est pas question de solliciter ou d'accepter une aide de l'État et/ou du Président de la République, sous peine d'hypothéquer son indépendance, donc son impartialité. (D'après Midi du 11/09/2006)

Le Kmsb se mobilise pour un bon déroulement des élections : l'actuel « *Comité pour la défense du choix du peuple* », que dirige l'ancien ministre Olivier Rakotovazaha, veut parer à toute irrégularité en ce qui concerne l'élection du 3 décembre. Celui de 2002 avait été présidé par Rajemison Rakotomaharo, devenu président du Sénat. Le Kmsb rappelle que tous les citoyens doivent dès maintenant vérifier si leurs noms sont régulièrement inscrits sur les listes électorales en cours de révision. Olivier Rakotovazaha note que personne n'a intérêt à nuire au bon déroulement de cette élection. «*Si l'élection n'est pas transparente, et si le choix du peuple n'est pas respecté, cela aura toujours des conséquences fâcheuses pour la vie du pays...*» Le KMSB en appelle aussi à une collaboration entre tous les candidats, entre tous les partis politiques et entre tous les observateurs, en vue de l'organisation d'une élection entièrement transparente et démocratique... «*Loin des affrontements et violences qui ont eu cours en 2002...*» (D'après Les Nouvelles du 12/09/2006)

Création de la « Plate-forme de la société civile pour la promotion de la bonne gouvernance, de l'éducation civique et du développement équitable » (Psbed) : elle regroupe les associations chargées de l'observation des élections. Le coordonnateur national de la plate-forme, Hajason Ramiarondrabe, présente la structure en ces termes : "*La Psbed s'occupe de coordonner les activités des associations d'observation des élections pour que leurs membres puissent couvrir l'ensemble du territoire national* » (D'après L'Express du 20/09/2006)

Le Csi propose des règles de jeu aux partis politiques : nouvel essai pour le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (Csi). Après une loi sur les partis politiques, l'organisation se lance dans un nouveau projet qui est *l'établissement d'un code de bonne conduite* pour les partis. «*C'est un standard d'intégrité réunissant les directives que doivent suivre les partis politiques, surtout à la veille de cette élection présidentielle*», a expliqué Brice Lejambre, le directeur de la communication du Comité. Ce code sera prêt fin septembre. «*Toutefois il n'aura pas force de loi, c'est la bonne foi et l'intégrité des partis politiques qui compte*», a-t-il ajouté. (D'après Les Nouvelles du 21/09/2006)

Le gouvernement prévoit 600 bureaux de vote supplémentaires : "*l'accroissement du nombre des bureaux de vote obéit à une politique de proximité*", a expliqué le ministre de l'Intérieur. "*En principe, le chiffre évoqué devrait être beaucoup plus important mais faute de moyens, nous ne pouvons pas aller au-delà*", a-t-il rajouté. (D'après L'Express du 09/09/2006)

Diaspora : faible chance de participation aux élections. "*Le Grad Iloafo pense aux Malgaches implantés à l'étranger, et est persuadé que le régime peut organiser des élections à leur intention, afin qu'ils puissent appliquer leur droit de citoyens malgaches. Les dirigeants peuvent également désigner des sénateurs s'occupant des Malgaches de l'étranger. Tout ceci parce que la solidarité des Malgaches est nécessaire dans la lutte contre la pauvreté*". Dans la réalité, l'application de cette proposition est assez délicate. En effet, pour que la diaspora puisse participer aux élections, *il faudrait un cadre législatif clair, alors que le code électoral n'est même pas encore adopté*. (D'après Midi du 13/09/2006)

Opération « jugement supplétif » partout : la date de l'élection présidentielle approche. Or bon nombre d'électeurs ne sont pas encore en possession de leur carte d'identité nationale, et

certaines n'ont même pas d'actes de naissance. C'est un cas très fréquent, en milieu rural. Pour remédier à cela, des séances d'octroi de jugement supplétif ont été organisées en vue d'étoffer la liste électorale. Pour faciliter l'opération, ce sont les autorités judiciaires qui se déplacent vers les communes rurales. (D'après *La Gazette* du 23/09/2006)

L'Avi revient à la charge sur le bulletin unique : dans une lettre envoyée au Premier ministre, le parti *demande quel sera le sort du projet de bulletin unique au prochain scrutin présidentiel*. Ce point reste en effet encore obscur. Si le gouvernement opte pour le bulletin unique, c'est lui-même qui fabriquera le « rouleau » sur lequel figure le nom, la photo et l'emblème de chaque candidat et qui va convoier le produit jusqu'aux bureaux de vote. Si le gouvernement adopte le bulletin individuel, les textes sont clairs : chaque candidat doit confectionner ses bulletins de vote. Le régime préférera sans doute le bulletin individuel pour désavantager ses adversaires. La confection de cette masse de papier grèverait lourdement, en effet, le budget électoral de chaque concurrent, ce dernier devant en outre prévoir l'acheminement de ses bulletins des chefs-lieux de district vers chaque bureau de vote. (D'après *La Gazette* du 09/09/2006)

Révision du code électoral : l'Avi dépose la proposition du Ffkm à l'Assemblée nationale. "Si nous voulons que les élections se fassent dans les normes, il faut apaiser la tension politique", argumente le secrétaire général de l'Avi. "La révision du code électoral, qui suscite tant d'appréhensions chez plusieurs entités de différents horizons, en est une solution", continue-t-il. Avec le dépôt de la proposition de loi, l'Avi joue sur deux tableaux. Il compte récolter les retombées de sa démarche auprès de l'opinion publique. La tactique est surtout valable dans une *opération de charme en direction des milieux religieux*, là où le régime concentre son offensive. La formation politique escompte ensuite se poser en tant que *rassembleur de l'opposition* sur le dossier. En même temps, l'Avi tente d'entraîner le parti présidentiel (Tim), en particulier, et le pouvoir, en général, sur le terrain de la démocratie. (D'après *L'Express* du 12/09/2006)

Marc Ravalomanana : un oui de principe au bulletin unique. Le président de la République accepte l'utilisation du système du bulletin unique pour montrer sa bonne foi dans l'organisation d'un scrutin "modèle", selon ses termes. *Il laisse au Parlement le dernier mot*. Il essaie ainsi de *répondre à la demande incessante de la communauté internationale, tout en brandissant le principe de la souveraineté nationale*. La prudence du Président s'explique par la position radicale d'une partie de ses partisans, réticents au bulletin unique. En acceptant de discuter du cas du bulletin unique, le Parlement se trouve obligé de retoucher la loi électorale. *Ce qui donne à ceux qui réclament le toilettage du texte en vigueur, l'opportunité de soulever d'autres points dans le texte*. (D'après *L'Express* du 11/09/2006)

Le bulletin multiple maintenu : le débat sur l'utilisation d'un bulletin unique est clos. Le gouvernement, même face à la pression, n'a pas changé d'avis. L'exécutif a fixé son choix avant l'avis du Parlement. L'élection présidentielle utilisera le bulletin multiple. Les diverses pressions, tant nationale qu'internationale, n'ont pas pu infléchir la position du gouvernement. (D'après *L'Express* du 13/09/2006)

La révision du code électoral bloquée : il n'a pas été mis à l'ordre du jour lors de la conférence des présidents. *Le parti présidentiel Tim a pesé de tout son poids pour éviter que la révision du code électoral ne soit discutée durant la session parlementaire* qui vient de s'ouvrir. La proposition de loi du FFKM, déposée par le parti Avi, est donc condamnée. Pour l'Avi, "le pouvoir brandit son partenariat avec l'Église quand cela lui convient, mais le premier laisse

tomber la seconde quand il s'agit d'une proposition fondée sur l'esprit chrétien". (D'après L'Express du 28/09/2006)

Le Pr. Albert Zafy au sujet des listes électorales : « *Des listes préfabriquées pour une élection perdue d'avance* ». Albert Zafy alerte l'opinion nationale et internationale sur l'authenticité et la véracité des listes électorales. Il se fait un devoir de dénoncer des *manipulations à caractère ethnique sur le nombre d'électeurs*. « *Des experts internationaux, dont des informaticiens, des spécialistes en état civil, en médias, des spécialistes en démocratie et en évaluation ont effectué des missions dans le pays pour prendre connaissance des recommandations faites par les partenaires techniques et financiers. Ils sont rentrés amers pour ne pas dire déçus. En réalité, ils n'ont pas été satisfaits de la manière dont les listes électorales ont été confectionnées. L'informatisation est une sophistication qui n'empêche pas le pouvoir de manœuvrer et de se fabriquer sa liste électorale. Au contraire, je dirais. En l'absence de recensement effectif, comment le pouvoir est-il en mesure dénombrer les électeurs ? Considérant que la population de la province d'Antananarivo lui est acquise et que cette population a ses ramifications ou sa clientèle dans les autres parties de l'île, le pouvoir mise là-dessus pour rallier la majorité des électeurs. Les électeurs « Mérimas » seront comptabilisés avec l'électorat d'Antananarivo et retranchés de l'électorat des provinces. Ainsi, l'électorat tananarivien se retrouvera gonflé de manière à ce qu'il dégage une différence sécurisante par rapport à l'électorat de toutes les autres provinces.* (D'après Tribune du 06/09/2006)

« *Le Grad Iloafo se dressera contre toute velléité de troubles* » : Il fait en effet l'amer constat selon lequel *la couche vulnérable et majoritaire de la population est la première et principale victime des actes politiques*. Il appelle la population à prendre également ses responsabilités dans la préservation de la sécurité publique. En 2001, le Grad, par vote secret, a choisi de soutenir le candidat Ravalomanana. Les militants doivent maintenant dresser un bilan de ce qui a été fait et ce qui ne l'est pas, avant de décider de présenter ou de soutenir un candidat à l'élection du 3 décembre. (D'après Le Quotidien du 09/09/2006)

Les États-Unis attentifs face au scrutin : « *l'ambassade octroie des ressources d'une valeur de plus d'1 million de dollars* », a annoncé l'ambassadeur James Mc Gee. Les fonds serviront à financer, entre autres, *"l'observation des élections ou encore l'éducation civique* ». L'aide n'est pourtant pas sans conditions. *Les Américains ont des attentes*, et la communauté internationale aussi. (D'après L'Express du 16/09/2006)

Les Américains à Toliara pour discuter des prochaines élections : une mission de l'ambassade des États-Unis est venue à Toliara pour discuter avec les partis politiques de la ville mais aussi avec les membres de la société civile et les observateurs des élections, des éléments-clés qui selon eux, sont garants de la transparence, de la crédibilité et de la légitimité électorale. Une discussion dont l'opportunité et les objectifs ont été très discutés. Surtout, comme l'a souligné un des participants, « *quand on sait que le directeur de campagne du candidat Marc Ravalomanana est un Américain* ». (D'après Les Nouvelles du 19/09/2006)

Le Pr Zafy demande à l'Onu le gel des avoirs extérieurs de Marc Ravalomanana : dans sa missive au comité de sanction de l'Onu *pour entraves et manœuvres d'obstruction dans la recherche de solutions pour la paix et la sérénité à Madagascar*, l'ancien président de la République demande à ce que le comité prononce à l'encontre de Ravalomanana et de ses conseillers, notamment Jacques Sylla, le gel de leurs avoirs extérieurs et l'interdiction de voyage à l'étranger. (D'après Tribune du 16/09/2006)

Gel ou rapatriement des devises ? La demande formulée par Zafy Albert quant au gel des avoirs extérieurs de l'actuel président de la République fait son bonhomme de chemin dans

les esprits. En effet, *le rapatriement des devises serait d'un grand secours pour la santé de l'Ariary qui risque de subir un nouveau coup dur avec le paiement des articles et autres effets destinés à la propagande électorale* qui vont incessamment inonder le pays. Dans ce contexte de préparatifs, on annonce des perspectives d'achat d'avion, de location d'hélicoptères, de confection de tee-shirts et d'affiches ainsi qu'autres accessoires provenant de l'étranger pour des candidats de gros calibre. Au niveau national, la demande de devises étrangères pour le paiement de ces flux d'importation à but électoral s'accroîtra. Ce qui occasionnera un nouveau creusement du déficit commercial. (D'après Tribune du 18/09/2006)

Des parlementaires interpellent les bailleurs : le régime Ravalomanana est sur le banc des accusés. En effet, des Parlementaires ont envoyé une lettre aux chefs de mission diplomatique et représentants des bailleurs de fonds en vue de les interpellier sur la situation qui prévaut dans la Grande île. C'est un appel pour qu'ils s'abstiennent de soutenir l'actuel président. Ils qualifient en effet *la tenue du scrutin à la date du 3 décembre, d'anticonstitutionnelle*. A leurs yeux, il s'agit d'une élection présidentielle anticipée ne respectant pas les dispositions de la Constitution, contrairement à l'avis rendu par la Hcc. Les rédacteurs dénoncent aussi *l'instrumentalisation politique des forces armées et de la justice contre les opposants et les candidats déclarés ou potentiels*. (D'après Tribune du 16/09/2006)

Début de polémique autour du nombre d'électeurs : Olivier Rakotovazaha, membre du Mfm, émet des doutes sur le chiffre annoncé par Théodore Randrezason, président du Cne. *"Le Cne a avancé un nombre total d'électeurs de 6 929 840. Or, le chiffre de 2001 fait état de près de 6,7 millions d'électeurs. Cela ne me semble pas refléter la réalité. Il y a un décalage de près de un à deux millions de voix"*. 55% de la population ont plus de 18 ans. Si l'on se réfère au chiffre officiel, le pays compte 17 millions d'habitants. Ce qui devrait porter aux environs de 9 millions le nombre des électeurs", a extrapolé Olivier Rakotovazaha. Théodore Randrezason avait souligné que la liste nationale était « bouclée à 90% » (D'après L'Express du 18/09/2006)

L'opposition de la province de Toamasina dénonce des pressions sur le corps enseignant : selon certains représentants de l'opposition, les instituteurs dans quelques districts de la province de Toamasina, sont victimes d'actes d'intimidation de la part des autorités locales. *"Ils ont été prévenus qu'ils devront apporter leur soutien au candidat Marc Ravalomanana. Sinon, ils se retrouveront à des postes en dehors de leur circonscription d'appartenance. Même les chefs de circonscription scolaire risquent d'être affectés s'ils n'arrivent pas à accomplir les obligations imposées"* (D'après L'Express du 26/09/2006)

Quid des «exilés»? C'est la question qui taraude non seulement les opposants mais aussi les membres de la diaspora. Aucun de ceux qui se sont réfugiés à l'étranger ne pourra-t-il se présenter à la prochaine élection présidentielle et encore moins participer au scrutin ? Ils sont nombreux à avoir quitté la Grande Île durant la crise de 2002 vers différentes destinations. Mais c'est en France que la plupart se sont réfugiés en attendant que leur situation soit clarifiée. Les cas de trois personnalités intéressent particulièrement, l'Amiral Didier Ratsiraka, Pierrot Rajaonarivelo et Tantely Andrianarivo. En l'absence de loi d'amnistie, les «exilés» volontaires à l'étranger ont peur de revenir au pays. Dans 3 semaines, les candidatures seront clôturées. Si les cas des «exilés» n'est pas clarifié avant, ils ne pourront ni participer ni voter. (D'après Midi du 26/09/2006)

Éric Rakotomanga (Akfm) se méfie de la communauté internationale pour l'élection présidentielle : il y a anguille sous roche. C'est l'avis d'Éric Rakotomanga, secrétaire général du parti Akfm face à la participation active de la communauté internationale à la

présidentielle du 3 décembre. «Ce n'est pas un hasard si certains pays font tout leur possible pour être présents lors de cette élection. Car son résultat peut servir leurs intérêts. Beaucoup d'enjeux comme le pétrole profitent pour la période post-électorale ...», a-t-il expliqué. Selon le secrétaire général du parti, c'est la souveraineté du pays elle-même qui est mise en jeu. «Les problèmes que notre pays a traversés, nous avons pu les régler par nous-même. Pourquoi à l'heure de l'élection présidentielle, la communauté internationale veut-elle tellement s'impliquer ?», a-t-il martelé. «Les exemples d'interventionnisme dans les différents pays d'Afrique ont montré des conséquences néfastes», a-t-il ajouté. (D'après Les Nouvelles du 26/09/2006)

Armées : la tension monte petit à petit au fur et à mesure que la date de l'élection approche. Un sentiment d'inquiétude se développe, mêlé d'angoisse. Certains militaires ayant servi sous l'ancien régime font aujourd'hui l'objet de *discrètes surveillances*. Des officiers jugés à priori pro- ceci ou pro- cela se trouvent discrètement en observation. Des réunions se multiplient entre «*officiers sûrs*» depuis un mois. Les autres sont systématiquement écartés de ces conciliabules où s'échafaudent des plans pour l'après 3 décembre. *Une guerre se livre entre les uns et les autres pour le contrôle final du pouvoir*. Les «*saint- cyriens*» ont aujourd'hui l'avantage d'occuper les commandes. Ils sont présents partout en faisant du lobbying en vue de maintenir leur supériorité par rapport aux officiers issus des écoles malgaches. (D'après Midi du 28/09/2006)

1.1.1.2 Candidats et pré-campagne électorale

Herizo Razafimahaleo s'est enfin décidé pour le 3 décembre : le président national du *Leader Fanilo*, Herizo Razafimahaleo, s'est finalement décidé pour annoncer officiellement son intention d'être candidat à la prochaine élection présidentielle. Herizo Razafimahaleo qui a déjà donné une esquisse de son projet de société à l'occasion de cette annonce de sa candidature, est à son troisième «*essai*» dans cette course à la magistrature suprême, après ses tentatives ratées de 1996 et 2001. (D'après Les Nouvelles du 02/09/2006)

Herizo Razafimahaleo aux représentations étrangères : « *Ouvrez vos yeux et ne soyez pas dupes, soyez vraiment objectifs et ne prenez parti pour aucun candidat* » Le candidat les invite à se ressaisir pour qu'ils se cantonnent dans une stricte objectivité à laquelle ils sont tenus de par leurs fonctions de diplomates. S'adressant aux bailleurs de fonds, il les invite à déclarer publiquement ce dont ils discutent en privé avec les membres de l'opposition, c'est-à-dire, les contre-performances du régime. *Le double langage de ces bailleurs* qui n'est plus de mise en cette période. Dans le même ordre d'idée, le président du parti Leader Fanilo lance un *appel aux dirigeants d'Églises*, notamment, ceux de la FFKM, afin qu'ils réagissent face à la déclaration faite par le candidat Ravalomanana, selon laquelle ils font partie de son équipe de soutien pour la prochaine élection. « *Que ces chefs d'Églises réagissent le confirment ou qu'ils le démentent, et s'ils ne le font pas, qu'ils donnent au moins la raison de ce silence* ». (D'après Tribune du 21/09/2006)

Réunion dans un cadre privé de 5 candidats à la présidentielle : leur discussion a tourné autour de l'organisation de l'élection. Norbert Lala Ratsirahonana et le fondateur du Leader Fanilo, Herizo Razafimahaleo, étaient parmi les présents. Par contre, l'ancien président de l'Assemblée nationale Jean Lahiniriko n'a pas assisté à cette réunion. Les sujets d'alliance ou de stratégie commune contre le président sortant n'ont pas été abordés. "Il n'y a pas eu question de fond mais nous sommes tous d'accord sur le fait que le gouvernement devrait apporter *quelques éclaircissements sur certains points organisationnels de l'élection, y compris la date du 3 décembre et le sort du bulletin unique*", a déclaré un candidat. (D'après L'Express du 12/09/2006)

Ils ont décidé de *s'entraider pour éviter toute éventuelle manoeuvre exercée aux dépens d'un ou de plusieurs candidats*. Le candidat Daniel Rajakoba l'a confirmé. "A part celui du Tiako i Madagasikara (Tim), ce n'est pas chaque candidat qui aura son propre délégué dans chaque bureau de vote. Ainsi, on s'est mis d'accord lors de cette rencontre que le délégué de chacun d'entre nous défendra l'intérêt des cinq candidats", a-t-il révélé. L'entourage du candidat Herizo Razafimahaleo a aussi confirmé l'existence de ce type d'entente entre les candidats. "Le candidat Norbert Lala Ratsirahonana a même avancé la question de demander la **confrontation des procès verbaux des résultats, devant la presse**", a affirmé un membre du staff du candidat soutenu par le Leader Fanilo. (D'après L'Express du 16/09/2006)

Un candidat musulman en vue : les musulmans de Madagascar ont fait savoir leur intention de présenter un candidat à la prochaine élection présidentielle. Les deux candidats potentiels devraient être départagés prochainement. (D'après Le Quotidien du 19/09/2006)

Ravalomanana dépose sa candidature : pied au plancher, Marc Ravalomanana donne le ton à la campagne électorale du 3 décembre. **Premier candidat officiel**, il prend de court les autres postulants [Le dépôt de candidature vient d'ouvrir et court jusqu'au 14 octobre]. Marc Ravalomanana ne compte pas lésiner sur les moyens et il ne le cache pas. **Le recrutement des deux Américains**, Kurt Schmoke, ancien maire de Baltimore, et Larry Gibson, tous deux membres de l'Administration Carter, comme directeurs de campagne, en dit long sur ses ambitions. Larry Gibson est un juriste spécialiste en droit électoral. Il s'est déjà engagé comme consultant d'Ellen Johnson Sirleaf, lors des élections présidentielles libériennes. Pour ce qui est des moyens financiers, le chef de l'État évite d'évoquer des chiffres. "La loi en vigueur ne fixe pas un plafonnement dans les dépenses électorales et je ne vais pas m'en priver", lance-t-il toutefois pour braver ses rivaux. **Il laisse entendre qu'il ne refuse pas les contributions financières des opérateurs locaux et internationaux, dont la société pétrolière américaine Exxon Mobil**. Concernant les moyens matériels, le fondateur du parti Tiako i Madagasikara veut également frapper fort. "Je vais m'offrir un autre avion, beaucoup plus petit pour mon déplacement afin d'effacer les appréhensions de ceux qui craignent que je n'abuse de Force one", défie-t-il toujours. C'est sur son équipe que le Président se montre le plus évasif. "Toute la population en fait partie", élude-t-il. "Mais ma première équipe est l'Église ». Marc Ravalomanana se montre également **discret sur son programme**. Il se contente de la promesse de poursuivre les efforts engagés au cours de son premier mandat. (D'après L'Express du 14/09/2006)

Le vingtième candidat : en dépit du fait qu'il ait été parmi les derniers à déclarer sa candidature, Marc Ravalomanana a été le premier à avoir déposé son dossier auprès de la Haute cour constitutionnelle. Il est ainsi le vingtième prétendant au poste. (D'après Les Nouvelles du 14/09/2006)

Marc Ravalomanana envoie en formation son équipe de communication. Il a envoyé une partie de son équipe **se former au Canada**, avant la grande bataille électorale. **Les deux rédacteurs en chef des chaînes nationales** sont également du voyage. (D'après L'Express du 15/09/2006)

Le président de l'Avi, Lala Norbert Ratsirahonana, a déposé à son tour son dossier de candidature à la Hcc, dont il était le président. Une occasion pour lui **de déclarer qu'il connaît bien toutes les arcanes des fraudes électorales**. Il a prévenu ceux qui pourraient être tentés de détourner les résultats des élections ou de manipuler les votes, en faisant allusion aux partisans du candidat Marc Ravalomanana. Ratsirahonana a toutefois reconnu «*les efforts fournis par l'administration pour une élection modèle.*» Mais "Je connais le mécanisme des fraudes

électorales. On souhaite qu'il n'y ait pas de bureaux de vote fictifs qui vont, au dernier moment, faire augmenter le nombre des bureaux de vote. Le parti Avi a participé aux différentes épreuves électorales depuis 1997 et a fait face aux divers candidats issus des différentes formations politiques. Nous avons des expériences là-dessus", a-t-il dit. Norbert Lala Ratsirahonana a présidé la HCC pendant 4 ans avant d'être nommé premier ministre en 1996. En tant que juge constitutionnel, il connaît les faiblesses de l'actuel Code électoral. C'est pourquoi son parti s'est investi dans l'élaboration d'une proposition de Code électoral. (D'après L'Express et Midi du 16/09/2006)

Roland Ratsiraka, maire de Toamasina, dépose son dossier de candidature à la Hcc. jour. Il se présente comme candidat «*indépendant*». Son bulletin est imprimé sur fond rouge avec au milieu, sa photo. Une configuration picturale qui n'est pas sans rappeler celle de l'ancien parti majoritaire et de l'ancien président de République. Au même moment une forte délégation du pouvoir conduite par le Premier ministre mène une *opération de ramassage d'ordures dans sa ville*. Il est difficile de croire à une simple coïncidence. "Nous donnons une semaine pour rendre à la ville de Toamasina, une propreté digne d'une capitale provinciale. Nous avons décidé de prendre nos responsabilités devant la défaillance des autres, dans la gestion de la ville", a lancé le Jacques Sylla à l'endroit de la population. Sur cette question épineuse d'insalubrité de sa ville, Roland Ratsiraka évoque la même cause pour se défendre. "Le pouvoir central a bloqué la subvention qui revient de droit à la commune urbaine de Toamasina ». La maire avait déjà eu l'occasion d'en parler avec le directeur général de la Banque mondiale, James Wolfenshon, lors de sa visite à Toamasina, en 2004. **Roland Ratsiraka se sent plus que jamais dans le collimateur du pouvoir central.** (D'après L'Express et Midi du 23/09/2006)

L'Arema Matotra soutient Ravalomanana : l'aile Arema de Pierre Raharijaona s'est prononcée en faveur de Marc Ravalomanana pour l'élection présidentielle. Voilà donc *l'Arema divisé en trois*, en l'occurrence les pro-Ratsiraka, les pro-Pierrot Rajaonarivelo et les pro-Ravalomanana. « *Le choix a été arrêté après la série d'enquêtes réalisées au niveau de la base. D'ailleurs, les représentants des militants des provinces ont reconnu les efforts du pouvoir en place*", a certifié celui qui se prétend encore Secrétaire national adjoint de l'Arema. Quel que soit le poids de Pierre Raharijaona, sa décision de soutenir le chef de l'État risque de plonger un peu plus la base de l'Arema dans le désarroi.

Lahiniriko flirte avec Pierrot Rajaonarivelo : emboîtant le pas à Marc Ravalomanana, l'ancien président de l'Assemblée nationale, *Jean Lahiniriko, a déposé sa candidature à la Hcc.* On y a remarqué la présence des partisans de l'ancien vice-Pm en exil, Pierrot Rajaonarivelo. La candidature de ce dernier est bloquée par les charges judiciaires qui pèsent sur lui. *Les deux hommes établissent des contacts* pour trouver un terrain d'entente, afin de former un front commun en vue de la bataille électorale. *L'équipe de Pierrot Rajaonarivelo est à la recherche active d'une solution pour le dépôt de sa candidature.* L'ancien président de l'Assemblée nationale promet de "rapatrier les "cerveaux" qui croupissent en prison et à l'étranger, pour développer le pays". Il fait clairement allusion aux anciens dirigeants et à une esquisse de collaboration avec ces derniers. (D'après L'Express du 15/09/2006)

Pierrot Rajaonarivelo a un mois pour rentrer d'exil ! L'ouverture impromptue du dépôt de dossier de candidatures contraint l'ancien vice-Premier ministre à bouger de son exil parisien. La loi organique en vigueur relative à l'élection du président de la République, dispose que tout candidat doit « *être domicilié sur le territoire de la République de Madagascar au jour du dépôt du dossier de candidature* ». L'ancien vice-Pm doit donc

impérativement être rentré de son exil, au plus tard le 14 octobre, date limite pour le dépôt de candidature. (D'après *Midi* du 16/09/2006)

Pierrot Rajaonarivelo à... Maurice : il a débarqué à Port-Louis pour un *séjour de 48 heures* dans l'île soeur. Qu'a fait Pierrot Rajaonarivelo pendant ce séjour ? Il a été reçu par les plus hautes autorités mauriciennes et certains observateurs pensent que de la Coi pourrait obtenir l'ouverture du scrutin présidentiel malgache aux exilés et aux condamnés de 2002. Un autre fait qui inspire la perplexité : Pierrot Rajaonarivelo est venu de France en compagnie d'un personnage discret, Bakari Isselman. Celui-ci se dit conseiller de l'Élysée pour les affaires africaines, et a déjà conduit dans les coulisses des négociations diplomatiques délicates sur le continent. Le bref passage de Pierrot Rajaonarivelo à Maurice a été porté à la connaissance des ténors malgaches de l'Arema. Ces derniers ont fait le déplacement de Port-Louis. (D'après *La Gazette* du 25/09/2006)

L'Arema se prépare pour le retour et la candidature de Pierrot Rajaonarivelo : le retour au pays du secrétaire national de l'Arema semble se préciser et se confirmer. De source sûre, il pourrait débarquer au pays entre le 5 et le 9 octobre. Son déplacement éclair à Maurice aurait permis de discuter des dispositions à prendre pour que tout se passe bien au moment de son débarquement. L'éventualité d'une interpellation immédiate a été évoquée. «*Nous comptons sur le rapport de forces en présence, et nous comptons surtout sur le soutien de la population et on verra si le pouvoir osera aller jusqu'au bout de ses intentions...*» déclarent les responsables de l'Arema. Cette arrivée se fera en grandes pompes, la foule servant alors de... bouclier humain contre une probable intervention des forces de l'ordre. ***Le risque d'affrontements est bien réel.*** (D'après *Les Nouvelles* du 27/09/2006)

Le sénateur Raniriharinosy membre du comité directeur de l'Arema : "***Didier Ratsiraka ne rentrera pas***" Des bruits évoquent en effet le retour du fondateur du parti en compagnie de Pierrot Rajaonarivelo. Le retour annoncé du secrétaire national du parti met le parti en ébullition et risque de marquer la rupture de ce dernier avec les fidèles de l'ancien président Didier Ratsiraka. "*L'amiral Ratsiraka est formel, il ne viendra pas à la réunion de l'Arema organisée à Toamasina les 7, 8 et 9 octobre* » déclare le sénateur. Le retour de Pierrot Rajaonarivelo est toujours espéré avant le 19 octobre, date limite de dépôt des candidatures à la présidentielle. (D'après *L'Express* du 30/09/2006)

Le Grad Iloafo derrière Ravalomanana : le Groupe de réflexion et d'action pour le développement Iloafo (Grad Iloafo) garde sa position vis-à-vis du régime actuel. "*Les congressistes ont décidé de soutenir Marc Ravalomanana à la prochaine élection présidentielle. Le pouvoir en place est apte à améliorer le niveau de vie des Malgaches dans les cinq prochaines années*". La déclaration a été faite, le 10 septembre, par le président lors du cinquième congrès national du parti. (D'après *L'Express* du 11/09/2006)

Offensive de charme du Mfm auprès des investisseurs "karana" et chinois À chaque période électorale, la plupart des opérateurs économiques et hommes d'affaires s'attendent à ce qu'ils soient approchés par les états-majors politiques. L'objectif de ces derniers est d'obtenir certaines largesses pour appuyer leurs opérations électorales, voire le financement de leur campagne électorale, avec en contrepartie, des garanties de toutes sortes, notamment ***la perspective d'obtenir la nationalité malgache qu'on leur refuse.*** Mais, il ne faut surtout pas oublier que beaucoup de ces prétendus investisseurs que le Mfm entend «*nationaliser*» ont tendance à se comporter comme dans un pays conquis et se permettent des comportements qui dépassent souvent les limites du tolérable. La démarche porte à croire que le Mfm

envisage une participation très active à la prochaine présidentielle. (D'après *Les Nouvelles du* 22/09/2006)

La candidature de Pety Rakotoniaina met le Mfm dans l'embarras : il se présente comme candidat à l'élection présidentielle sans avoir reçu l'aval de l'instance dirigeante de son parti d'appartenance. Le Mfm attend son conseil national pour déterminer sa position vis-à-vis d'une telle situation. Manandafy Rakotonirina avait proposé aux membres de son parti le choix entre lui et Pety Rakotoniaina en ce qui concerne le candidat à soutenir à l'élection présidentielle. "*L'un d'entre nous sera candidat*", avait-t-il affirmé. Cela signifie qu'une entente doit être établie entre les deux parties afin de déterminer le candidat commun. Pety Rakotoniaina de féliciter ses partisans de *l'association Tambatra* d'avoir pu organisé son congrès malgré des tentatives d'intimidation pour l'en empêcher. (D'après *L'Express du* 25/09/2006)

Publication de la sanction du général Andrianafidisoa alias Fidy : le malaise s'amplifie au sein de l'armée. Certains hauts gradés ont vivement critiqué la publication de la sanction prise à l'encontre de cet officier général, suite à ses déclarations tonitruantes à la presse. Le ministère de la Défense lui a infligé une sanction sévère *de 30 jours d'arrêt de rigueur*, pour manquement au *devoir de réserve*. Cet enfant terrible du mouvement populaire de 2002 *a annoncé récemment son entrée en lice pour la présidentielle*. Selon ses collègues gradés, les sanctions prises à son encontre auraient dû être gardées secrètes, comme c'est habituellement la règle. Ces officiers revendiquent aussi des sanctions à l'encontre des chefs militaires qui n'avaient pris leur responsabilité lors du mouvement de 2002, alors que le pays était au bord de la guerre civile. (D'après *Tribune du* 18/09/2006)

La candidature du général Fidy dépend de son chef suprême : le général Randrianafidisoa (Fidy) était présent à l'ouverture due congrès national de Tambatra. Dans une brève intervention, il a expliqué que lui et Pety sont comme le café et le sucre. A propos de sa candidature, Randrianafidisoa indique qu'il n'a pas encore abandonné la partie. En fait, il attend surtout la réponse à sa *demande de disponibilité*. Demande qui a déjà été transmise au chef suprême des Armées, mais qui n'a pas encore eu de réponse. A la question de savoir ce qui arrivera si sa demande est refusée, le général Fidy rétorque : «*Ce sera alors la guerre entre nous...*» (D'après *Les Nouvelles du* 25/09/2006)

Propagande électorale : carnaval autorisé du Tim à Tolagnaro. C'est un précédent qui risque de faire tache d'huile dans d'autres régions. Les autres candidats pourraient également profiter de la brèche ainsi ouverte pour s'y engouffrer. Jusqu'ici, la plupart des candidats s'étaient plaints des mesures d'interdiction en vigueur. (D'après *L'Express du* 28/09/2006)

Le compteur reste bloqué «provisoirement» à 4 candidats officiellement enregistrés à la Hcc. Des «candidats déclarés» font machine arrière : plusieurs ont subitement disparu depuis l'ouverture du dépôt de campagne. Au départ pourtant, ils étaient 16 prétendants virtuels. Pour l'instant, seuls Lahiniriko Jean, Ratsirahonana Norbert et Roland Ratsiraka ont concrétisé de manière officielle et irrévocable leur volonté d'en découdre avec le président en exercice, mais seul *Lahiniriko Jean demeure l'unique challenger visible*. L'enjeu exige en effet des candidats non seulement de vraies propositions et des solutions concrètes mais surtout les moyens de leurs ambitions. (D'après *Midi du* 29/09/2006)

1.1.2 Opposition

L'opposition annule une manifestation : un éventuel affrontement est évité. Le Crn et les membres du groupe des natifs des 5 provinces (G5) ont préféré annuler la cérémonie de réconciliation nationale prévue à Brickaville, sur la côte est. Sans autorisation, la manifestation risquait de se heurter à la riposte des forces de l'ordre, descendues en masse sur place. Les responsables du G5 déclarent qu'il n'a jamais été dans leurs intentions de créer un quelconque trouble, ni surtout de dynamiter ce pont de Brickaville comme certains le laissent entendre. Mais après Brickaville, l'opposition envisage d'organiser d'autres cérémonies de " *réconciliation nationale*" dans différents lieux historiques des événements de 2002. La manifestation des 3FN et du Crn, prévue à Toamasina, est également reportée. L'envoi massif et imposant des éléments des forces de l'ordre aussi bien à Brickaville qu'à Toamasina est déjà considéré par les organisateurs comme une « *victoire de l'opposition contre ce régime qui a peur de la véritable démocratie...* » (D'après L'Express du 02/09/2006 et Les Nouvelles du 04/09/2006)

Danger sur l'unité nationale : après le G5, voilà le « Zanak'Imerina ». Où va ce pays qui était auparavant connu pour l'unité de son peuple composé d'au moins 18 ethnies ? On a mis en place le groupe des 5 (G5) qui regroupe uniquement des intellectuels, cadres et politiques originaires des 5 provinces, autres que celle d'Antananarivo, qui évoluent dans l'opposition. Voici maintenant une association dénommée " *Zanak'Imerina*" qui vient d'être fondée par l'ancien président de la province d'Antananarivo, Roland Ramahatra. Cette nouvelle association fait appel aux personnalités civiles et militaires qui sont prêtes à redorer le blason des natifs de la province et roule pour le changement de l'ordre politique actuel. Plus d'un s'inquiètent des implications de cette dénomination " *Zanak'Imerina*" : est-elle la réplique à la mise en place du G5 ? (D'après Tribune du 04/09/2006)

Les natifs des 5 provinces envisagent de tenir des manifestations dans les 6 chefs-lieux de provinces le 30 septembre. " *Il s'agit de concrétiser la réconciliation nationale. Et de montrer aussi que la population vit dans une extrême pauvreté*", annonce le pasteur Édouard Tsarahame. Cette démarche excluant les habitants de la capitale, *plus précisément les Merina*, n'a jamais eu l'adhésion des citoyens. Et la position des autorités n'a pas changé sur ce genre de mouvement politique. Cette initiative démontre que, peu à peu, les protagonistes se lancent dans des *surenchères politiques* inutiles. (D'après L'Express du 23/09/2006)

En venant manifester à Antananarivo, le G5 entend créer des martyrs sur la Place du 13-Mai pour faire avancer sa cause. Ces agissements apportent de l'eau au moulin de Marc Ravalomanana. Face aux menées des tribalistes et échaudés par le blocus de 2002, la population de la province d'Antananarivo et les Merina disséminés sur le reste de l'île pourraient voter en masse pour le candidat qui leur assure la sécurité : Marc Ravalomanana. (D'après La Gazette du 23/09/2006)

Meeting des natifs des 5 provinces à Antananarivo (G5) le 30 septembre : une demande d'autorisation au préfet de police. Le secrétaire général de l'Association, le pasteur Édouard Tsarahame, est optimiste quant à la réponse que les autorités donneront à sa demande : « *Il ne sera pas question de manifestation politique. Nous y procéderons juste à la réconciliation* », affirme-t-il. (D'après L'Express du 28/09/2006)

Meeting du G5 dans la capitale compromis : le pasteur Edouard Tsarahane fait un pas en arrière. La descente sur la place du 13 Mai ce jour risque d'être annulée par ses initiateurs même, au dernier moment. Les dirigeants de l'Association des natifs des cinq provinces hésitent, après avoir essuyé un refus de la part de la préfecture de police. Pour les localités

autres qu'Antananarivo, la situation concernant l'organisation du meeting dans chaque chef-lieu de province, promise par le G5, reste floue. (D'après L'Express du 30/09/2006)

Le Crn confirme sa position : il n'a pas de candidat et ne soutient personne à l'élection présidentielle. Le Crn veut se distinguer des autres entités qui se prétendent de l'opposition. "Nous revendiquons le changement de la structure et de la gestion des affaires nationales, alors que les autres, qui se disent aussi issus de l'opposition, ne cherchent qu'à accéder au pouvoir. Dès qu'ils y arrivent, ils répètent la même pratique que celle de leurs prédécesseurs", mentionne son bureau national. (D'après L'Express du 19/09/2006)

Le parti Arema dénonce les rumeurs de décès de l'ancien président : les membres du bureau politiques de l'ancien parti au pouvoir sont écœurés par les folles rumeurs de décès véhiculées dans la capitale malgache au sujet d'un prétendu décès de l'ex-président Didier Ratsiraka, actuellement en exil en France. C'est en effet la deuxième fois que des rumeurs sur le décès de l'ancien président circulent à Antananarivo. (D'après Matora du 19/09/2006)

Un bouclier humain pour le maire de Fianarantsoa : face à l'éventualité d'une imminente arrestation du maire de Fianarantsoa, *Pety Rakotoniaina*, ses partisans ont décidé de mettre en place un comité de vigilance qui assure en permanence la sécurité de l'intéressé, la garde de son domicile ainsi que de son bureau. Près de 150 personnes se relayent chaque jour pour cette mission. (D'après Les Nouvelles du 09/09/2006)

Le dialogue pouvoir-opposition encouragé par Kofi Annan est bel et bien terminé. A moins qu'il n'ait jamais commencé. Le président du Sénat, Rajemison Rakotomaharo, désigné "*intuitu personae*" par le président de la République pour en être le médiateur, a confirmé qu'il en a terminé avec sa mission. Deux rencontres se sont tenues dans ce cadre. *L'opposition continue pourtant de réclamer la tenue d'un "vrai dialogue", celui "recommandé par Kofi Annan"*. Les rencontres ménagées par le pouvoir n'ont en rien créé des conditions propices aux élections". (D'après L'Express du 28/09/2006)

1.1.3 Présidence et majorité présidentielle

Manandafy Rakotonirina, président du Mfm, ne soutient plus Ravalomanana : désormais *le parti est libre de choisir son candidat à la prochaine élection présidentielle*. Selon le président national, le Mfm a le choix *entre lui-même et Pety Rakotoniaina*, mais c'est le congrès qui en décidera. Il attend l'abrogation de son contrat en tant que conseiller spécial du président. Manandafy Rakotonirina est une *perte de taille pour Marc Ravalomanana*. Habitué de la compétition présidentielle, l'homme n'était pas entré en lice en décembre 2001 pour laisser le champ libre à l'ancien maire de Tana. Dès le début de la crise de 2002, le Mfm avait siégé sur l'estrade de la Place du 13-Mai, et Manandafy Rakotonirina, en raison de son expérience politique, fut intégré parmi les proches de Marc Ravalomanana. Incorporé dans la délégation de Ravalomanana aux négociations de Dakar II, il joua un rôle prépondérant grâce aux liens personnels qu'il entretient avec le Abdoulaye Wade. (D'après La Gazette et Tribune du 04/09/2006)

Le nouveau paysage politique se dessine : la « mouvance présidentielle » en recomposition. L'élection présidentielle oblige les politiciens à choisir leur camp. L'union sacrée formée autour de Marc Ravalomanana pour chasser Didier Ratsiraka du pouvoir n'existe plus. La candidature de *Norbert Lala Ratsirahonana, président de l'Avi*, principal allié de Marc Ravalomanana, a sonné le glas de la mouvance présidentielle. A cela s'ajoute la *défection de Manandafy Rakotonirina qui dirige le Mfm*, un des artisans de la victoire au premier tour de

Marc Ravalomanana en 2002. Le *Tim reste donc le seul appui du président*, au sein de la « *mouvance présidentielle* ». Cela n'empêche pas certains partis ou personnalités *d'annoncer leurs soutiens à Ravalomanana*. C'est le cas de *Teza dirigé par Moxe Ramandimbilahatra*, conseiller spécial à la présidence. *Le Grad-Iloafo* souhaite aussi que Marc Ravalomanana poursuive son action à la tête du pays. Marc Ravalomanana bénéficie aussi de l'appui des personnalités qui ont été de la famille politique de Didier Ratsiraka. A commencer par *le général Désiré Rakotoarijaona* qui fut longtemps premier ministre du régime socialiste. *Pierre Raharijaoana*, membre de l'Arema des premières heures, a aussi annoncé son soutien au président-candidat. Dirigeant une aile dissidente de l'Arema (l'Arema-Matotra), il est proche de l'actuel pouvoir par des liens familiaux. Deux autres "ratsirakistes" défendent aujourd'hui les causes de Marc Ravalomanana. Il s'agit de *Clermont Gervais Mahazaka*, préfet de Toamasina durant la crise de 2002, devenu conseiller spécial à la présidence, et *Soja Jean-André*, qui a été coordonnateur de l'Arema dans la région Anosy, tout en étant le fondateur de l'association "Liaraike". (D'après L'Express du 21/09/2006)

1.1.4 Relations Églises-État

Marc Ravalomanana cautionne la secte « Jesosy Mamonjy » : en assistant à l'ordination de 91 pasteurs de cette association cultuelle, le Président se déclare prêt à collaborer avec une Église, qualifiée de "secte". Il est vrai que Jesosy Mamonjy ne compte pas moins de 500 000 fidèles, 850 édifices cultuels, 205 pasteurs et 276 évangélistes. « *Le patronage de la cérémonie par le couple présidentiel constitue un événement qui nous apporte une grande force. C'est la première fois, en effet, qu'un chef d'État nous rend visite depuis nos 45 ans d'existence* », souligne le secrétaire général de l'association. Cette ouverture de Marc Ravalomanana vers une église non affiliée au Ffkm *peut-elle être interprétée comme une reconnaissance future par l'État des associations qualifiées de sectes ?* Jesosy Mamonjy a été fondé en 1964 par un prédicateur américain originaire du Proche-Orient, le révérend Daoud. Après sa mort en 2003, des factions sont nées au sein de la secte pour s'approprier l'héritage du fondateur. Ce qui y provoque des rixes, des querelles, des batailles rangées, des procès, etc. (D'après L'Express et La Gazette du 11/09/2006)

Synode de la Flm : Lahiniriko talonné par Rajemison, président du Sénat. La course-poursuite politique entre le président Ravalomanana et le député Jean Lahiniriko ressurgit pendant le synode de l'Église luthérienne (Flm). Le numéro Deux du régime est venu représenter le chef de l'État à la rencontre luthérienne. Il a même prononcé un discours au nom du président de la République. « *Le pouvoir fait tout pour ne pas laisser le candidat Jean Lahiniriko occuper seul le terrain, surtout quand il s'agit des cérémonies de l'Église luthérienne* », interprète un proche du député. "Les organisateurs ont dû s'affairer pour accueillir le président du Sénat, arrivé au dernier moment, juste pour mettre sous l'éteignoir Jean Lahiniriko », continue-t-il. Les partisans de Jean Lahiniriko tentent de jouer à fond le rôle de martyr pour toucher la fibre émotionnelle de l'opinion publique. *L'événement du synode reflète la volonté du régime de maintenir l'offensive du pouvoir vers l'Église luthérienne.* (D'après L'Express du 11/09/2006)

Les 3 premières candidatures officielles : 2 Fjkm face à 1 luthérien. Le trio formé par Ravalomanana- Ratsirahonana- Lahiniriko a ouvert le bal des prétendants à la Hcc. La semaine s'ouvre en attendant les autres. 2 Fjkm face à 1 luthérien : en l'occurrence Marc Ravalomanana et Norbert Ratsirahonana pour l'Église réformée et Lahiniriko Jean pour l'Église luthérienne. *Ils se targuent chacun d'avoir reçus les «bénédictions» de chefs religieux avant de déposer leurs dossiers respectifs.* Et ils se font parfois escorter par au moins un «*accompagnateur spirituel*» dans leurs déplacements. Jusqu'ici, leurs projets ne sont pas

connus. En dehors de quelques phrases alignées les unes après les autres. Mais apparemment, *tous les trois sont prisonniers de l'idéologie politique ambiante, à savoir le libéralisme imposé par les bailleurs de fonds étrangers.* (D'après Midi du 18/09/2006)

Mgr Odon Arsène Razanakolona : « *L'église catholique ne soutient aucun candidat* ».

Comme beaucoup l'attendaient, un des dirigeants de la FFKM, Mgr Razanakolona, archevêque d'Antananarivo, *a réagi face à la déclaration du président candidat* selon laquelle l'église faisait partie de son « *équipe* » pour les prochaines présidentielles. Un recadrage du « *partenariat* » et un rappel de la définition d'un État laïc voire une revue de la loi sur la laïcité de l'État s'étaient-ils imposés ? En tout cas, c'est désormais plus clair. *Il serait plus que temps que les autres chefs d'églises fassent de même* et ne se cantonnent pas dans un silence que l'on pourrait qualifier de complice. (D'après Tribune du 28/09/2006)

L'Église réformée (FJKM) clarifie sa position par rapport à la déclaration du candidat-président Marc Ravalomanana relative au soutien des Églises. « *La FJKM n'a et ne soutient aucun candidat à l'élection présidentielle du 3 décembre* », précise le pasteur Charles Rakotonirina, secrétaire général de l'Église réformée. « *Nous ne ferons pas non plus de propagande en faveur d'un ou des prétendants à la course à la magistrature suprême* », continue-t-il. Le pasteur tient à marquer sa différence par rapport à l'activité politique de son vice-président Marc Ravalomanana, sans pour autant attaquer ce dernier. Le langage du secrétaire général de la FJKM ne diffère donc pas de celui tenu par les autres églises regroupées dans le FFKM. Pour sa part, l'Église luthérienne (FLM) tente toujours de clamer sa neutralité. La présence du candidat Jean Lahiniriko, également trésorier de l'Église, à la course à la magistrature suprême, n'est pas étrangère à cette précision. (D'après L'Express du 30/09/2006)

1.2 « Bonne gouvernance », lutte contre la corruption

45% des agents de l'État ont un diplôme inférieur à celui requis par leur poste, 56% n'ont pas respecté les normes pour accéder à leur poste et 11% ont un niveau de diplôme supérieur aux exigences de leur poste. Tel est l'un des premiers constats ressortis des travaux d'identification et de description des postes occupés par les agents de l'État. Ces travaux d'enquête entrent dans le cadre de l'opération initiée depuis l'an dernier par le ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois sociales, dont l'objectif est de *réformer la fonction publique, par souci d'efficacité.* (D'après Midi du 06/09/2006)

Anciens chefs d'État : nous en avons... une douzaine ! Combien d'anciens chefs d'État en vie avons-nous ? Tout le monde en citera trois : Didier Ratsiraka, Zafy Albert et Norbert Ratsirahonana. Il faut déchanter car nous en avons au moins une douzaine qui ont droit à une pension, à une résidence, à des véhicules, à des gardes, à des secrétaires, à des domestiques, à des jardiniers et à divers avantages officiels. Il faut savoir qu'après l'assassinat du colonel Richard Ratsimandrava, chef d'État et chef du gouvernement, en 1975, un Directoire militaire de 18 membres a été formé précipitamment pour prendre les rênes de l'État. On croyait jusqu'ici que le président du Directoire militaire, le général Gilles Andriamahazo, décédé en 1993, était le seul à avoir droit au titre de « *chef de l'État* ». Il n'en est rien, car les 18 membres de cette instance militaire bénéficient tous du titre. Le Directoire militaire a été en service pendant 4 mois, puis fut dissous et remplacé par un Conseil Suprême de la Révolution, présidé par Didier Ratsiraka. Beaucoup de membres du Directoire sont encore en vie et sont susceptibles de se manifester pour réclamer, eux aussi, leur dû. (D'après La Gazette du 09/09/2006)

Un concours sous haute surveillance pour les futurs fonctionnaires : transparence oblige, le prochain concours pour le recrutement d'étudiants au niveau du Centre national de formation administrative *se fera avec l'appui du Bianco*. (D'après L'Express du 11/09/2006)

Des plaintes sur les concours administratifs : les concours administratifs constituent un domaine où la corruption connaît son apogée. Il est temps d'y remédier à l'aide d'une sensibilisation générale. *« De nombreuses plaintes ont été reçues auprès du Bianco »*, note Georges Razafimanantsoa, directeur adjoint chargé de la prévention. De nouveaux logiciels seront mis en place, outils indispensables pour s'assurer la transparence dans les concours et recrutements administratifs. Le Pnud prend part au financement du projet. *« Avoir des concours transparents est possible d'ici trois ans, à Madagascar »* affirme le directeur du perfectionnement des agents de l'État. (D'après L'Express du 29/09/2006)

La bonne gouvernance à l'ère de l'informatique dans les 22 régions : la Présidence avec l'appui technique du Pnud entame une campagne de sensibilisation et de mobilisation sur la bonne gouvernance dans les 22 régions. Différents thèmes vont faire l'objet de discussions, à savoir le Programme national e-gouvernance (Pneg), le programme environnemental (Pe3), les objectifs du Millénaire et la bonne gouvernance. *Les Tic devront intervenir dans la réalisation de toutes les activités de la gouvernance et contribuer au développement de Madagascar* en vue d'instaurer une administration beaucoup plus proche des citoyens-usagers et une participation de toutes les entités de la Nation. La mise en œuvre de ce programme sera poursuivie jusqu'en 2009 et son coût total s'élève à 19.663.200 dollars, financés par le Pnud, l'Usaid, la Banque mondiale, l'Ue et l'État malgache. (D'après Les Nouvelles du 29/09/2006)

2 DROITS HUMAINS

Exploitation minière : 10 000 enfants travaillent à Ilakaka. Une flagrante injustice sociale. Près de 10 000 enfants sont impliqués directement ou indirectement dans les activités *d'exploitation de saphir* à Ilakaka. Des enfants de moins de 15 ans prennent part aux travaux de tamisage et de triage. Les garçons de plus de 15 ans sont engagés dans les travaux de creusement et dans les activités d'exploitation des galeries. Ils commencent également à constituer des équipes d'exploitation autonomes à partir de cet âge. D'une manière générale, ils sont dans cette situation à cause de la pauvreté. Ils sont tenus d'aider leurs parents dont la plupart se sont déplacés, ayant quitté le travail de la terre dans l'espoir d'un revenu plus conséquent. Quant aux filles, dans la plupart des cas, elles font la cuisine, le tamisage ou le transport de terre. Les activités connexes à l'exploitation minière où les enfants sont engagés sont nombreuses. Il s'agit principalement des petits commerces ambulants, de la vente de pierres précieuses, du lavage de linge. Pis encore, les filles sont aussi impliquées dans la prostitution, soit de leur propre chef, soit de manière organisée. (D'après L'Express du 05/09/2006)

« Du travail décent et productif dans le secteur minier » -Les mines font vivre 10% de la population active. Le coordinateur de Conférence des travailleurs malgaches (CTM), José Randrianasolo, explique dans une conférence visant essentiellement à sensibiliser les opinions nationale et internationale, *la grande précarité de la situation des travailleurs miniers malgaches*. Il est nécessaire de mettre en place un système d'encadrement des travailleurs *pour qu'ils puissent connaître leurs droits et les défendre*, notamment avec l'implantation de grosses multinationales, telles Dynatec à Ambatovy et QMM (Qit Minéral Madagascar) à Tolagnaro. L'État n'est pas non plus en mesure de *maîtriser le secteur informel* qui se développe de manière anarchique. La situation dans ce secteur est critique.

Les droits de l'enfance y sont bafoués. Ce qui amène à réclamer sans délais *que l'État prenne ses responsabilités*. Dans ses prévisions 2008, l'État compte tirer les 30% de son PIB du secteur minier. (D'après L'Express du 26/09/2006)

Les ravages du tourisme sexuel à Nosy-Be : une enfance perdue : sans s'en rendre compte, une grande partie de la population de l'île aux parfums connaît un grand changement tant dans la moralité que dans les mœurs. Habitué au rythme des fêtes, le style de vie des Nosybéens a dévié au fil du temps. Pour cette raison, un atelier initié conjointement par l'Unicef / Ipec Bit et la commune de Nosy -Be, consacré à l'élaboration de plans d'action pour la protection de l'enfant et la lutte contre les pires formes de travail des enfants a été organisé fin août. Les enfants de Nosy-Be ont perdu leur enfance. Pire, on peut dire qu'on leur a volé leur enfance. Actuellement, il est devenu rare de trouver des enfants qui jouent à Nosy-Be. Si dans d'autres localités, à la tombée de la nuit, les enfants sortent pour jouer, à Nosy-Be, cela ne se passe pas ainsi. Ils sortent pour se droguer, se prostituer ou s'enivrer. Les principales victimes en sont les jeunes filles, mais les jeunes garçons n'en sont pas épargnés. *Le tourisme sexuel a des conséquences sur la scolarité des enfants*. Il y a deux schémas bien distincts. Soit ils quittent définitivement l'école pour des actes de débauche, soit ils continuent leurs études, tout en participant à des orgies. Pour ce dernier cas, certaines écolières sont entretenues par des étrangers, qui peuvent prendre en charge intégralement les frais scolaires. Souvent les parents cautionnent, sans restriction aucune. (D'après Les Nouvelles du 13/09/2006)

Lancement du projet de « Lutte contre le trafic de personnes et les mauvais traitements » : Initiative du gouvernement malgache, cette action sera exécutée par le Catholic relief service (Crs) avec le ministère de la Justice et les organisations de la société civile. Le financement de l'Usaid est de 400 000 dollars jusqu'en 2008. Toamasina est l'une des 3 zones sensibles de élues par le gouvernement, avec l'île de Nosy Be et la zone de Toliara, en raison du niveau élevé de risque de trafic de personnes. Le motif de l'élection de Madagascar pour ce programme est l'effort notable que le gouvernement a déjà consenti pour lutter contre ce fléau. (D'après Tribune du 23/09/2006)

L'agence française pour l'adoption souhaite travailler avec l'état malgache : une délégation de cette institution est venue discuter avec le Premier ministre d'un projet de partenariat sur l'adoption internationale. Elle vise à sécuriser le parcours des adoptants, à respecter les réglementations, et à apporter une sécurité et une garantie sur le respect des procédures, de façon à éviter que les parents soient mal orientés. D'après son président : *«une réforme de la loi française sur l'adoption a été effectuée pour plus de sécurité et plus de garantie. Nous souhaitons travailler avec l'état malgache car il y a beaucoup de parents qui souhaitent adopter des enfants dans ce pays, et il y a des enfants qui sont en attente d'une famille»*. (D'après Les Nouvelles du 21/09/2006)

La France tient à régler au plus vite les dossiers d'adoption qui sont restés en instance avec la suspension par l'État malgache de l'adoption internationale des enfants. Elle fait le tour des ministères concernés pour se pencher sur la quarantaine de dossiers de parents français qui se sont déjà vus attribuer des enfants. Leur but étant de procéder rapidement à l'adoption des enfants dont les dossiers sont réguliers. En effet, suite à sa suspension, l'adoption internationale est régie depuis le mois d'août par une nouvelle loi, en conformité avec la convention de La Haye. Parallèlement, la loi française a également changé. La question est donc de savoir quelle loi est applicable pour connaître des cas antérieurs à ces nouvelles législations. Les autorités malgaches, voulant faire primer l'intérêt supérieur de l'enfant et favoriser l'adoption nationale, entendent suivre à la lettre les procédures et appliquer pour ces cas en suspens les nouvelles dispositions légales. (D'après Midi du 21/09/2006)

Observatoire de l'intégrité : un médecin pour 3 010 détenus. Instructif le rapport d'observation conçu par l'Observatoire National de l'Intégrité sur les conditions de vie des détenus dans nos prisons. Les investigations de cet organisme mettent le doigt notamment sur la surpopulation carcérale, sur les conditions d'hygiène, sur l'alimentation et le droit de visite. Conclusion du rapport : *les conditions de vie dans les prisons sont fortement tributaires des capacités de l'État à assurer ses fonctions régaliennes sur le plan pénal.* (D'après La Gazette du 09/09/2006)

La société civile hausse le ton : à l'approche de la date du 3 décembre, la société civile interpelle l'opinion et surtout le pouvoir sur certaines pratiques qui constituent de graves entraves à l'exercice des droits civils et politiques des citoyens. Le *rapport alternatif sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966*, établi par les organisations de la société civile regroupées au sein du Cntdh et de la Cnpsdh vient d'être rendu public. Dans ce rapport *qui sera remis au comité des Droits de l'Homme des Nations Unies, 24 recommandations sont émises* dont la mise en place de la Haute Cour de Justice, le respect "à la lettre" de toutes les dispositions de la Constitution relatives à la liberté d'opinion et de religion, la réouverture des édifices religieux qui ne risquent point d'entraver les droits, la foi et les rites des autres entités, le respect de la laïcité de l'État, l'interdiction aux dirigeants de cumuler leurs fonctions avec des mandats électifs dans les structures des Églises et la suppression des écoutes téléphoniques. Par ailleurs, ces organisations de la société civile recommandent à l'État de ne pas favoriser certaines entités religieuses, de donner libre accès à tous les courants d'idées aux médias publics dont la Rnm et la Tvm, de ne pas prendre des mesures privatives de liberté pour les délits de presse, de ne pas abuser de la notion d'incitation à la haine tribale ni de la haine du gouvernement pour réduire au silence l'opposition et fermer les radios privées dans les provinces. Le rapport demande de traiter de manière équitable toutes les radios privées, de ne pas intimider la presse par des discours et des menaces violées et de procéder à l'adoption du nouveau code de la Communication. L'État qui ne doit pas abuser de la notion d'"atteinte à l'ordre public" pour interdire toute manifestation pacifique à caractère social, politique et syndical ou religieux. Il recommande la révision du montant de la caution pour l'élection présidentielle et la mise en place d'autres critères non discriminatoires pour écarter les candidats fantaisistes. *La ministre de la Justice, Lala Ratsiharovalala*, à qui ces organisations ont remis la copie du rapport, *a reconnu* à la surprise des invités dont le coordinateur du Système des Nations Unies à Madagascar, Bouri Sanhouidi, *le fondement de ces recommandations.* (D'après Tribune et Les Nouvelles du 15/09/2006)

"Les droits humains bafoués", selon la société civile : Madagascar connaît une défaillance en matière de respect des droits humains. Ainsi se résume en quelque sorte le "*Rapport alternatif des organisations de la société civile sur l'application du pacte international relatif aux droits civils et politiques à Madagascar* ». Élaboré par le Comité technique national des Droits humains et la Confédération nationale des plates-formes en Droits humains, ce document soulève les éléments manquants du rapport émis par les autorités malgaches concernant leurs engagements vis-à-vis de la convention internationale. Il évoque notamment la nécessité *d'amendement à apporter dans la législation malgache*, en l'occurrence à l'article 12 du code pénal. Ce texte stipule que " *tout condamné à mort sera fusillé*". *Le souhait d'abolir cette peine capitale est formulé dans le rapport, même si dans la pratique, elle n'est pas effective.* Il en est de même de *l'amélioration des conditions carcérales.* (D'après L'Express du 16/09/2006)

L'opinion du vice-président de la Confédération nationale des plates-formes en droits humains sur la situation à Madagascar : notre pays se trouve cité dans 20 rapports sur les droits humains, à cause du retard dans leur prise en compte. Si le rapport initial du gouvernement sur les droits civils, politiques et économiques, qui doit être élaboré tous les quatre ans, a révélé *des points sur la discrimination raciale*, celui alternatif, récemment rédigé par les plates-formes des sociétés civiles, n'a pas manqué de soulever des pratiques nuisant aux droits humains à Madagascar. Les droits des femmes et des enfants sont les plus bafoués. Tandis que le milieu carcéral et la liberté d'expression et de réunion sont sujets à discussion. Nous avons avancé aussi des recommandations dans la *reconstitution de la commission nationale des droits humains*, dont le mandat a expiré en 2002. Cette commission a son poids devant les Nations unies. Aussi, la société civile a-t-elle exigé *que le médiateur reprenne ses fonctions*. (D'après L'Express du 19/09/2006)

Droits humains et démocratie : 80.000 dollars de subventions américaines, au profit de 11 Ong. L'an dernier, 20 Ong avaient déjà bénéficié d'un appui financier de 60.400 dollars des Etats-Unis. Certaines d'entre elles s'engagent dans la défense des *droits de la femme et des enfants*, ou encore ceux des *détenus* et des citoyens, d'autres travaillent pour l'amélioration de la situation des *personnes handicapées*, mais toutes oeuvrent dans les domaines des droits fondamentaux de l'homme et de la démocratie. Ces aides entrent dans le cadre du « *Fonds II pour la démocratie et les Droits de l'Homme* ». « *En matière de démocratie et de droits de l'Homme, Madagascar a fait des progrès. Il n'en reste pas moins qu'il y a encore d'autres étapes à franchir, mais tout ne peut pas se faire en un jour* », commente Joshua D. Poole, coordonnateur du programme spécial de l'Ambassade des Usa. (D'après Midi du 22/09/2006)

3 ÉDUCATION

Sourds et malentendants : moins de 1% d'entre eux sont scolarisés. Madagascar compte environ 170.000 sourds et malentendants selon une estimation de l'OMS. Toutefois, depuis 1950, seulement 1.500 d'entre eux, soit moins de 1% de ces personnes, ont été scolarisés jusqu'à présent. Et pour cause, le pays ne dispose que de très peu d'établissements spécialisés, qui se limitent à 6 grandes villes. (D'après Midi du 21/09/2006)

4 PRISONS

11 pénitenciers fermés en raison de sa vétusté, des bâtiments et/ou de l'insuffisance du nombre des agents pénitentiaires. Ces établissements viennent d'être fermés à titre provisoire par arrêté du ministre de la Justice. Les infrastructures existantes dans ces pénitenciers serviront d'abri aux détenus travaillant dans les camps pénaux les plus proches. (D'après Midi du 14/09/2006)

Les détenus mineurs d'Antanimora manquent de soins : les mineurs détenus à la maison centrale d'Antanimora n'ont pas d'infirmerie. Le directeur de l'École éducative des mineurs de cette prison, l'a indiqué en recevant un don du Rotary. Cette situation prévaut depuis le départ de l'Ong Médecins sans frontière (Msf) du pays. "*Pis encore, même les médicaments de première nécessité, fournis auparavant par Msf, font défaut*", déplore-t-il. (D'après L'Express du 18/09/2006)

5 COOPERATION

Trois nouveaux financements des Etats-Unis pour le social, l'environnement et la bonne gouvernance : l'Usaid, a augmenté à 19 millions de dollars l'enveloppe qu'il alloue aux programmes de promotion de la santé, de l'environnement, du développement rural, de l'éducation et de la bonne gouvernance. Cette nouvelle subvention s'ajoute au financement de 1,4 million de dollars déjà accordé dans le domaine de la santé. Elle concernera l'appui à la lutte contre la corruption, à rehausser la qualité des méthodes pédagogiques dans le primaire et le secondaire, à la lutte contre les IST, le Sida et le paludisme et à l'adduction d'eau. Dans le domaine de l'environnement, elle sera utilisée, entre autres, pour tripler les aires protégées de Madagascar. Deux autres financements, s'élevant respectivement à 4,7 millions de dollars et 14 millions de dollars seront uniquement utilisés dans les domaines de la santé, de la protection de la biodiversité et au titre de l'aide alimentaire. (D'après Tribune du 22/09/2006)

6 DIPLOMATIE : RELATIONS FRANCO-MALGACHES

Madagascar et la France discuteront du problème territorial : le président français va discuter avec son homologue malgache du *dossier des îles éparses dans l'océan Indien*, en marge de la 61ème assemblée générale de l'ONU. La question de la souveraineté sur les îles éparses du Canal de Mozambique que sont les îles Glorieuses, Juan de Nova, Europa ou encore Bassas da India, devrait être au menu de la présente session. Ces îles sont situées dans le canal de Mozambique et rattachées à la France en 1960. Mais depuis les années 70, le gouvernement malgache a commencé à les revendiquer. Ces îles ne dépassent pas une superficie totale de 50 km², mais elles *présentent des enjeux économique et stratégique*. Elles offrent à la France une *zone économique exclusive* de 360 000 km². Et à l'heure actuelle, bien qu'inhabitées, elles abritent des stations météorologiques françaises. Elles servent également de garnisons militaires, sans parler des missions zoologiques qui y sont implantées. En 1978, l'Oua a déjà invité la France à rétrocéder les quatre îles à Madagascar. La normalisation des relations franco-malgaches a pourtant atténué le différend ces dernières années. (D'après Xinhuanet du 16/09/2006)

Après les anciens combattants : quid du cas des victimes de 1947 ? La revalorisation des pensions des anciens combattants non français marque une avancée majeure pour la concrétisation de souhaits de longues dates en ce que justice et reconnaissance soient faites pour tous ceux qui ont combattu pour la France. Toutefois, *cette louable prise de position de la France soulève à Madagascar un autre sujet délicat sur un passé historique liant l'Hexagone et La Grande Île : les événements de 1947*. En 2005, plus d'un se félicitaient des déclarations du président français Jacques Chirac qui, lors de sa visite officielle à Madagascar, a condamné ce crime du colonialisme français. On souhaiterait que la revalorisation des pensions des anciens combattants non français ouvre une perspective pour la réhabilitation des 80.000 à 100.000 âmes malgaches morts durant ces « pages sombres » de l'histoire. (D'après Tribune du 29/09/2006)

7 ÉCONOMIE

7.1 Banque mondiale, FMI, FAO

Investissements : recul de la sécurité des affaires. Madagascar n'est pas un pays recommandable pour les investissements. C'est du moins le sens du classement des pays où il fait bon faire des affaires, *publié par la Banque mondiale*. Madagascar a même reculé d'une place. Selon le 4ème rapport annuel de la Banque sur l'environnement des affaires portant sur 175 pays, la Grande île a perdu une place et est aujourd'hui *classée 149e sur 175*. Malgré

les efforts officiels pour améliorer l'environnement des affaires, Madagascar reste un pays où investir n'est pas encore sûr. Plusieurs paramètres sont pris en compte dans cette étude, à savoir la création d'entreprises, l'obtention des licences, la protection des investissements, ou encore l'obtention de prêts. *L'autorité malgache avoue pourtant avoir effectué des réformes pour rendre l'environnement des investissements plus attractif.* "Ce classement ne reflète pas la réalité actuelle", affirme le secrétaire général du ministère de l'Industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé. « Il ne tient pas en considération les réformes que nous avons initiées depuis quelques temps », fait-il remarquer. (D'après L'Express du 07/09/2006)

7.2 Situation économique, problèmes énergétiques

Marché du riz : la prochaine soudure est à haut risque. Les données actuelles sur le marché ne militent pas pour une période de soudure de tout repos tant pour les producteurs que pour les consommateurs et les autres acteurs de la filière riz. « Trop de stock de riz au niveau des paysans et reports de stock de riz importé de 2005 chez les opérateurs. Diminution du nombre des collecteurs par rapport à l'année dernière. Désertion des acheteurs de paddy et chute des prix ». Tels sont entre autres les constats de l'Observatoire du riz (Odr) à la Banque mondiale. Non seulement, on peut craindre des risques de chute de prix auprès des producteurs en raison de l'absence de collecteurs, ce qui ne les incitera pas à produire plus, mais encore, l'insuffisance des importations peut entraîner une pénurie. En outre, les producteurs et les opérateurs *s'inquiètent à l'approche des élections.* En effet, une soudaine abondance probable de riz sur le marché pendant la période électorale ne peut que nuire encore plus à la filière. D'aucuns connaissent la propension des candidats à offrir « des cadeaux » aux électeurs et lesdits cadeaux pourraient être du riz. (D'après La Gazette et Les Nouvelles du 05/09/2006)

Le prix du riz remonte : l'accalmie n'a été qu'un feu de paille. Le prix du riz, après une baisse notable, remonte. La hausse est perceptible dans la région de l'Alaotra, le grenier à riz du pays, ainsi que chez certains détaillants à Antananarivo. La possibilité d'une pénurie, évoquée par l'observatoire nationale du riz, semble se justifier. (D'après L'Express du 22/09/2006)

Les consommateurs sont prévenus. Le prix du kilo du riz ne sera pas épargné par l'inflation. La hausse du cours mondial qui atteint 300 dollars la tonne se répercutera inévitablement sur les tarifs locaux. **Le pays a besoin de 100.000 tonnes de riz à importer pour faire face à la période de soudure.** (D'après L'Express et Midi du 23/09/2006)

Le prix du kilo de riz risque cette année d'atteindre des niveaux record jamais atteints : les consommateurs n'y comprennent plus rien, les opérateurs restent sans voix, pire encore, les autorités concernées semblent indifférentes à la montée en flèche ces derniers jours du prix du riz, cette denrée ô combien vitale pour la population. On serait tenté de dire que cette flambée actuelle est le fruit de pure spéculation. Les autorités compétentes ont pensé avoir tout fait pour maîtriser les spéculateurs mais il semble que le mal n'a pas été totalement éradiqué. (D'après Midi du 30/09/2006)

Les familles paysannes malgaches sont aujourd'hui plus pauvres qu'il y a 10 ans : alors qu'à Madagascar 75% de la population vit en milieu rural et que l'agriculture constitue le premier secteur économique contribuant à 27% du Pib, les investissements dans le secteur agricole concernent moins de 1% de la valeur de la production annuelle et seulement 3% des agriculteurs accèdent à des services financiers formels pendant que plus d'un tiers des ménages ruraux est endetté auprès d'usuriers. Les rendements des productions agricoles stagnent ou régressent, l'érosion des sols est plus rapide que l'aménagement de nouvelles

terres, le cheptel animal se réduit, la compétitivité des grands produits de l'économie agricole se détériore et, globalement, les familles paysannes malgaches sont aujourd'hui plus pauvres qu'il y a 10 ans. (D'après La Gazette du 06/09/2006)

« *Nous avons constaté un ralentissement général des activités économiques depuis fin 2005 jusqu'à maintenant* », a déclaré l'ancien administrateur directeur général de la Bri-Madagascar, Dominique Tissier. « *Cette baisse de performance est surtout due à la hausse vertigineuse du prix du pétrole et à la baisse de réalisation de l'exportation* », a-t-il expliqué. La baisse de valeur de la vanille, fer de lance de l'exportation, figure également parmi les raisons de cette détérioration du climat des affaires. De plus, l'État a réduit les dépenses pour des raisons budgétaires. « *Une situation qui a diminué la consommation et par voie de conséquence la circulation de capitaux* », a-t-il remarqué toujours à propos des réaménagement budgétaires. « *Les opérateurs économiques adoptent aussi une attitude attentiste face à l'imminence de l'élection* », a affirmé Dominique Tissier. (D'après L'Express du 08/09/2006)

La liaison en fibre optique se fait attendre : Madagascar mise beaucoup sur la liaison en fibre optique pour optimiser son développement. Pourtant le projet accuse un retard qui risque de compromettre les défis du secteur privé. **Le raccordement au réseau mondial de fibres optiques**, via la liaison Durban-Toliara, accuse du retard, dû à des problèmes au niveau des autres pays intéressés par le projet. Quelques pays ayant signé les engagements relatifs à ce raccordement ne se sont pas encore acquittés de leur part dans son financement. Le coût estimatif du Système sous-marin est africain (Eastern African Submarine System ou Eassy) qui mettra en place un câble sous-marin long de 9 900 km, est de 230 millions de dollars. Au total, **17 pays pourront bénéficier des services de communication améliorés** et des frais de communication plus bas grâce au câble. Des techniciens avancent que la liaison avec l'île Maurice aurait été moins lente. (D'après L'Express du 12/09/2006)

Performances économiques : Madagascar reste un des moins compétitifs en Afrique. Sur 54 pays africains, Madagascar qui se trouve loin des conflits ethniques, les mésententes entre pays voisins sur les limites territoriales et qui bénéficie en plus d'une vaste territoire favorable aux différentes activités agricoles et minières reste non moins un des pays du continent qui stagne le plus du point de vue des performances économiques. En effet, d'après les principaux indicateurs économiques de la Bad pour 2006, on constate un **classement très pitoyable de notre pays**. Le revenu annuel d'un Malgache, qui n'est que d'environ 300 dollars, est classé au **39ème rang**. Le taux de croissance de l'économie nationale reste aussi largement inférieur à celui de la plupart des pays africains, même si ces pays ne sont pas des pays pétroliers. La croissance réelle du Pib malgache, qui n'était que de 1,6%, ne nous place qu'au **32ème rang**. Avec un taux d'inflation moyen de 18,4% en 2005, nous figurons aussi parmi les plus mal placés. (D'après La Gazette du 19/09/2006)

Loi de finances rectificative : l'économie va mal. Toutes les prévisions sont revues à la baisse. Tous les chiffres sont au rouge à l'image du taux d'inflation estimé à 11,3%. Le projet de loi confirme les échos des performances médiocres du gouvernement et du ralentissement des activités économiques en cette fin d'année. **Et l'élection présidentielle n'arrange pas les choses et risque de peser un peu plus sur l'activité économique.** Le taux de croissance ne sera que de 4,6% au lieu des 7% prévus au début de l'année. L'allègement de la dette, décidé par les bailleurs de fonds, a constitué une bouffée d'oxygène au deuxième semestre, en dégageant des ressources financières supplémentaires d'environ Ar 73,4 milliards. Mais la dette extérieure s'élève encore à Ar 85,1 milliards (D'après L'Express du 28/09/2006)

Des établissements scolaires privés d'eau et d'électricité : dur d'être élève des écoles publiques. Depuis le début de l'année scolaire, ils n'ont ni eau ni électricité. Conséquence immédiate du *non paiement des factures de la Jirama*. Compte tenu de sa situation financière, La Jirama n'est plus tolérante. Après les ministères, c'est au tour des écoles publiques de subir les mesures intransigeantes. (D'après L'Express du 29/09/2006)

8 SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES

Santé reproductive : lancement d'une nouvelle campagne. Suite au succès des deux projets précédents, l'Ue a décidé une nouvelle fois de financer d'un montant de 2,2 millions d'Euros le nouveau projet de *Marie stopes international* (Msi) Madagascar qui s'étalera sur 3 ans. Ce projet vise principalement à réduire la mortalité maternelle au sein de la population vulnérable et n'ayant pas accès aux services sanitaires. Une campagne de sensibilisation prendra donc effet d'ici quelques semaines afin *d'inciter les femmes enceintes à effectuer des consultations prénatales ou d'accoucher dans les centres de santé les plus proches de leur village* pour éviter les complications car on peut perdre la vie de la mère et/ou du bébé si jamais on néglige cette opération. Notons qu'à Madagascar, *30% seulement des femmes qui accouchent viennent auprès des Csbii ou des hôpitaux*. Ce qui rend jusqu'à maintenant le taux de mortalité à la naissance très élevée dans notre pays. (D'après La Gazette du 04/09/2006)

Tous les centres de santé publics et privés dotés d'équipements pour le planning familial : les 1.800 cabinets médicaux privés de l'île, au même titre que les centres de santé publics, disposeront de kits, de matériels et de documents nécessaires à la promotion de la planification familiale. Une étape de la diffusion des moyens contraceptifs, dans un pays où 24% des femmes n'ont pas encore accès aux méthodes de coordination des naissances. Les médecins libres bénéficieront d'une formation, a précisé le ministre de la Santé. A travers la planification familiale, c'est aussi la mortalité infantile et le nombre des décès des femmes en couches que l'on tente de diminuer. En 2005, 94 naissances sur 1000 aboutissaient à un décès. L'objectif est de réduire ce nombre à moins de 50 pour 1000. (D'après Les Nouvelles du 14/09/2006)

La santé publique se porte mal, moins d'un médecin pour 1000 habitants d'après un rapport canadien : 0,29 médecin pour 1000 habitants à Madagascar, ce qui est bien en deçà du seuil minimal reconnu par l'Oms, qui est 2,5. Les recensements diffèrent selon l'autorité. Des milliers de nominations, affectations, décès, licenciements ou départs passent inaperçus. Conséquence : des chèques continuent à être émis pour *des employés introuvables*. 47% des employés ont 50 ans et seront à la retraite d'ici dix ans. *La répartition du personnel médical est fortement déséquilibrée*, au désavantage des régions rurales. Si 35,98 % des médecins se concentrent à Antananarivo, 0,98% seulement travaille dans les régions éloignées. (D'après Les Nouvelles du 22/09/2006)

La région Sud tourmentée entre le banditisme et la menace de «kere» [famine] : le Sud de Madagascar vit actuellement dans le marasme social. Quand ce n'est pas le banditisme qui hante le quotidien de la population, c'est le «kere» qui fait parler de lui. Et le constat est général sur toute cette partie méridionale de l'île. La population vit quotidiennement au rythme de la sous-alimentation et des attaques des « dahalo ». L'insuffisance des pluies, qui se manifeste depuis l'année dernière, fait que la production agricole suit la tendance. (D'après Les Nouvelles du 09/09/2006)

22 communes su Sud en difficulté alimentaire : la disette menace de frapper fort le Sud profond. 22 communes sont aujourd'hui en difficulté alimentaire. Les responsables refusent

pourtant de qualifier la situation de critique. Les responsables annoncent des difficultés alimentaires dans 22 communes sur les 51 existantes, en se basant sur l'enquête menée par le Système d'alerte précoce (Sap) de juillet 2006. *"Affirmer que la famine est à craindre, est sans doute exagérée, même si la moitié des communes sont touchées, tient cependant à préciser Richard Luc Loyola, chef de la région Androy. Nous préférons plutôt parler de difficultés économiques sévères".* (D'après L'Express du 14/09/2006)

L'OMS a triplé le budget consacré à Madagascar : *«Nous sommes en train de chercher des relations fortes avec votre pays, surtout en matière de santé, avoir de bonnes relations pour s'entraider dans le cadre de la lutte contre le sida qui se répand vite. Heureusement que Madagascar a encore un taux de prévalence très faible».* L'Oms intervient à Madagascar dans plusieurs domaines touchant la lutte contre le Sida et les infections sexuellement transmissibles, le paludisme, la santé mentale et la toxicomanie, mais aussi le renforcement du programme élargi de vaccination. Dans la période 2004-2007, l'Oms a triplé le budget consacré à Madagascar. Une réactualisation de la politique nationale de santé Oms/Madagascar concernant la lèpre, la tuberculose, la lèpre, la grippe aviaire et le chikungunya est également prévue. (D'après Les Nouvelles du 12/09/2006)

Madagascar pourrait ne pas atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en matière d'assainissement et d'eau potable en 2015 : l'Oms et l'Unicef admettent que la réalisation des objectifs du millénaire est compromise. Madagascar fait partie de ces pays de l'Afrique subsaharienne où le programme doit être renforcé. Selon les statistiques de l'Unicef, 45% de la population malgache, dont 75% des citoyens et 34% des personnes vivant en zones rurales, a accès à l'eau potable. 33%, dont 49% des personnes vivant dans les grandes agglomérations et 27% des personnes vivant dans les campagnes, n'ont pas accès à un assainissement adéquat. L'objectif pour 2015 est de réduire de moitié le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et de l'assainissement. Et pour cela, 117 millions de dollars devront être mobilisés chaque année alors que le budget annuel consacré à cet effet est d'environ 20 millions de dollars. (D'après Les Nouvelles du 13/09/2006)

Au 30/09/2006, 1euro = 2744 Ariary (cours pondéré)